

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 583

[C — 2001/27124]

25 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine quant aux modalités d'octroi de subventions aux communes pour le fonctionnement de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire, pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan communal d'aménagement, ou pour l'élaboration d'une étude d'incidences relative à un projet de plan communal d'aménagement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 12, 1., 2. et 5., remplacé par le décret du 27 novembre 1997, les articles 252 et 253 et les articles 256 à 259 insérés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 avril 1990 en tant qu'articles 165/2 et 165/3 et articles 188/6 à 188/9 renumérotés par le décret du 27 novembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 4 mai 2000;

Vu l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire, donné le 14 avril 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat L.30.211/4, donné le 3 juillet 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre I^{er ter} rédigé comme suit :

« Chapitre I^{er ter}. — De l'octroi de subventions aux communes pour le fonctionnement de la commission consultative communale d'aménagement du territoire, pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communal, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan communal d'aménagement, ou pour l'élaboration d'une étude d'incidences relative à un projet de plan communal d'aménagement.

Section I^{re}. — De l'octroi d'une subvention pour le fonctionnement de la commission consultative communale d'aménagement du territoire

Art. 255/1. Bénéficie d'une subvention annuelle, la commune dont la commission communale justifie, au cours de l'année précédant celle de la demande de subvention, de l'exercice régulier de ses compétences et du nombre minimum de réunions annuelles visé à l'article 7.

Le montant de la subvention annuelle s'élève à cent mille francs.

Art. 255/2. La demande de subvention, adressée au Ministre de l'Aménagement du Territoire, est introduite par le collègue des bourgmestre et échevins auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine dans les trois premiers mois qui suivent l'année pour laquelle la subvention est sollicitée.

Elle contient le rapport d'activité de la commission communale.

Section II. — De l'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communal

Art. 255/3. L'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un schéma de structure communal est subordonné aux conditions suivantes :

1° une commission communale est instituée dans la commune;

2° l'auteur de projet chargé de l'élaboration du schéma de structure communal est agréé en application de l'article 11 et est désigné par le conseil communal;

3° la demande de subvention pour une révision totale est introduite au plus tôt six ans après l'entrée en vigueur du schéma de structure communal ou de sa révision totale précédente.

Art. 255/4. Le dossier de demande de subvention, adressé au Ministre de l'Aménagement du Territoire, est introduit par le collège des bourgmestre et échevins auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. Il contient :

- 1° une copie de la délibération du conseil communal décidant l'élaboration ou la révision totale du schéma de structure communale;
- 2° une copie de la délibération du conseil communal désignant l'auteur de projet;
- 3° un document contenant :
 - a. les phases d'élaboration des documents et les délais y afférents;
 - b. le cas échéant, une copie de la convention résultant de l'attribution du marché telle que conclue entre la commune et l'auteur de projet et reprenant les éléments visés sous a.;
 - c. sur la base d'un justificatif, soit le montant des honoraires de l'auteur de projet, soit le détail de la charge du personnel communal.

Art. 255/5. Pour autant que la demande de subvention remplisse les conditions fixées par la présente section et dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire à concurrence de soixante pour cent des honoraires ou de la charge du personnel communal visé à l'article 255/4, 3°, c, et d'un maximum de trois millions de francs.

Art. 255/6. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

- 1° trente pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre de l'Aménagement du Territoire;
- 2° septante pour cent de la subvention dès l'entrée en vigueur du schéma de structure communal pour autant que celle-ci intervienne dans un délai de cinq ans à dater de la liquidation de la première tranche et sur production d'un rapport final et des pièces justifiant les dépenses engagées par la commune et approuvées par le Ministre de l'Aménagement du Territoire.

Section III. — De l'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un règlement communal d'urbanisme

Art. 255/7. L'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un règlement communal d'urbanisme est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° l'auteur de projet chargé de l'élaboration ou de la révision totale du règlement communal d'urbanisme est agréé en application de l'article 11 et est désigné par le conseil communal;
- 2° la demande de subvention pour une révision totale est introduite au plus tôt six ans après l'entrée en vigueur du règlement communal d'urbanisme ou de sa révision totale précédente;
- 3° le règlement communal d'urbanisme couvre l'ensemble du territoire communal et contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er}.

Art. 255/8. Le dossier de demande de subvention, adressé au Ministre de l'Aménagement du Territoire, est introduit par le collège des bourgmestre et échevins auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. Il contient :

- 1° une copie de la délibération du conseil communal décidant l'élaboration ou la révision totale d'un règlement communal d'urbanisme;
- 2° une copie de la délibération du conseil communal désignant l'auteur de projet;
- 3° un document contenant :
 - a. les phases d'élaboration des documents et les délais y afférents;
 - b. le cas échéant, une copie de la convention résultant de l'attribution du marché telle que conclue entre la commune et l'auteur de projet et reprenant les éléments visés sous a.;
 - c. sur la base d'un justificatif, soit le montant des honoraires de l'auteur de projet, soit le détail de la charge du personnel communal.

Art. 255/9. Pour autant que la demande de subvention remplisse les conditions fixées par la présente section et dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire à concurrence de soixante pour cent du montant des honoraires ou de la charge du personnel communal visé à l'article 255/8, 3°, c, et d'un maximum d'un million cinq cent mille francs.

Art. 255/10. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

- 1° trente pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre de l'Aménagement du Territoire;
- 2° septante pour cent de la subvention dès l'entrée en vigueur du règlement communal d'urbanisme ou de sa révision totale pour autant que celle-ci intervienne dans un délai de trois ans à dater de la liquidation de la première tranche et sur production des pièces justifiant les dépenses engagées par la commune et approuvées par le Ministre de l'Aménagement du Territoire.

Section IV. — De l'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un plan communal d'aménagement

Art. 255/11. L'octroi d'une subvention pour l'élaboration ou la révision totale d'un plan communal d'aménagement est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'auteur de projet chargé de l'élaboration ou de la révision totale du plan communal d'aménagement est agréé en application de l'article 11 et est désigné par le conseil communal;

2° la demande de subvention pour une révision totale est introduite au plus tôt six ans après l'entrée en vigueur du plan communal d'aménagement ou de sa révision totale précédente.

Art. 255/12. Le dossier de demande, adressé au Ministre de l'Aménagement du Territoire, est introduit par le collège des bourgmestre et échevins auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. Il contient :

1° une copie de la délibération du conseil communal décidant l'élaboration ou la révision totale du plan communal d'aménagement;

2° une copie de la délibération du conseil communal désignant l'auteur de projet;

3° un document contenant :

a. les phases d'élaboration des documents et les délais y afférents;

b. le cas échéant, une copie de la convention résultant de l'attribution du marché telle que conclue entre la commune et l'auteur de projet et reprenant les éléments visés sous a.;

c. sur la base d'un justificatif, soit le montant des honoraires de l'auteur de projet, soit le détail de la charge du personnel communal.

Art. 255/13. Pour autant que la demande de subvention remplisse les conditions fixées par la présente section et dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire à concurrence de soixante pour cent du montant des honoraires ou de la charge du personnel communal visé à l'article 255/12, 3°, c, et d'un maximum d'un million de francs.

Art. 255/14. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

1° trente pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre de l'Aménagement du Territoire;

2° septante pour cent de la subvention dès l'entrée en vigueur du plan communal d'aménagement ou de sa révision totale pour autant que celle-ci intervienne dans un délai de trois ans à dater de la liquidation de la première tranche, et sur production des pièces justifiant les dépenses engagées par la commune et approuvées par le Ministre de l'Aménagement du Territoire.

Section V. — De l'octroi d'une subvention pour l'élaboration d'une étude d'incidences relative à un projet de plan communal d'aménagement

Art. 255/15. L'octroi d'une subvention pour l'élaboration d'une étude d'incidences relative à un projet de plan communal d'aménagement est subordonné aux conditions suivantes :

1° l'étude d'incidences est élaborée conformément à un cahier des charges établi par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et annexé à l'arrêté de subvention;

2° l'auteur de l'étude, agréé conformément à l'article 50, § 2, alinéa 2, est désigné par le conseil communal et conclut un marché de services avec la commune.

Art. 255/16. Le dossier de demande, adressé au Ministre de l'Aménagement du Territoire, est introduit par le collège des bourgmestre et échevins auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine. Il contient :

1° une copie de l'acte par lequel la décision attribuant le marché est notifié à l'auteur de l'étude;

2° une copie de la délibération du conseil communal désignant l'auteur de l'étude;

3° un document contenant :

a. les phases d'élaboration des documents et les délais y afférents;

b. une copie de la convention résultant de l'attribution du marché telle que conclue entre la commune et l'auteur de l'étude et reprenant les éléments visés sous a.;

c. sur la base d'un justificatif, le montant des honoraires de l'auteur de l'étude.

Art. 255/17. Pour autant que la demande de subvention remplisse les conditions fixées par la présente section et dans les limites des crédits budgétaires, le montant de la subvention est octroyé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire à concurrence de quatre-vingts pour cent du montant des honoraires visé à l'article 255/16, 3°, c, et d'un maximum d'un million de francs.

Art. 255/18. La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

1° trente pour cent de la subvention à l'approbation du dossier de demande de subvention par le Ministre de l'Aménagement du Territoire;

2° septante pour cent de la subvention dès l'achèvement de l'étude d'incidences et pour autant qu'elle soit réalisée dans un délai de deux ans à dater de la liquidation de la première tranche et sur production des pièces justifiant les dépenses engagées par la commune et approuvées par le Ministre de l'Aménagement du Territoire.

Section VI. — Dispositions finales

Art. 255/19. En cas de non-respect des délais prévus aux articles 255/6, 2°, 255/10, 2°, 255/14, 2°, 255/18, 2°, les montants de subvention déjà perçus sont intégralement remboursés. »

Art. 2. Dans le même Code sont abrogés :

1° les articles 252 et 253, insérés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 avril 1990 en tant qu'articles 165/2 et 165/3 renumérotés par le décret du 27 novembre 1997;

2° la section II du chapitre I^{er} bis du titre I^{er} du livre IV comportant les articles 256 à 259 insérés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 avril 1990 en tant qu'articles 188/6 à 188/9 renumérotés par le décret du 27 novembre 1997.

Art. 3. Dans le même Code :

Les articles 256 à 259 restent d'application pour les demandes de subventions approuvées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et pour les demandes de subvention complémentaire visées à l'article 257, alinéa 2.

Toutefois, la commune pour laquelle le schéma de structure communal ou le règlement communal d'urbanisme n'est pas entré en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peut, si elle renonce à réclamer le versement de tout ou partie d'une subvention visée à l'alinéa 1^{er}, demander le bénéfice d'une nouvelle subvention aux conditions prévues par les dispositions qu'insère le présent arrêté dans le Code précité pour autant que :

1° le conseil communal désigne un nouvel auteur de projet chargé d'élaborer le schéma de structure communal ou le règlement communal d'urbanisme conformément aux règles applicables à la date de cette désignation;

2° et que l'arrêté de subvention qui lui a été précédemment notifié pour l'élaboration du schéma de structure communal et du règlement communal d'urbanisme ait été adopté au plus tôt dix ans avant la désignation du nouvel auteur de projet.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 255/1 et 255/2 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2000.

Art. 5. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 janvier 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 583

[C — 2001/27124]

25. JANUAR 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe bezüglich der Modalitäten für die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Funktionskosten des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung, für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines kommunalen Raumordnungsplans, oder für die Aufstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung über den Entwurf eines kommunalen Raumordnungsplans

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des durch das Dekret vom 27. November 1997 ersetzten Artikels 12, 1, 2 und 5, der durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. April 1990 als Artikel 165/2 und 165/3 und als Artikel 188/6 und 188/9 eingefügten und durch das Dekret vom 27. November 1997 umnummerierten Artikel 252, 253 und 256 bis 259;

Aufgrund des am 23. März 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. April 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 4. Mai 2000 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. April 2000 abgegebenen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung;

Aufgrund der Beschlussfassung der Wallonischen Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 3. Juli 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. L. 30.211/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - In Titel I des Buches IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel *Iter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel *Iter* — Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden für die Funktionskosten des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung, für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines kommunalen Raumordnungsplans, oder für die Aufstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung über den Entwurf eines kommunalen Raumordnungsplans.

*Abschnitt 1 — Gewährung eines Zuschusses für die Funktionskosten
des kommunalen Beratungsausschusses für Raumordnung*

Art. 255/1 — Es wird ein jährlicher Zuschuss der Gemeinde gewährt, deren Kommunalausschuss im Laufe des Jahres vor dem Jahr des Zuschussantrags nachweist, dass er seine Aufgaben regelmäßig erfüllt und die in Artikel 7 erwähnte Mindestanzahl Versammlungen pro Jahr abgehalten hat.

Der jährliche Zuschuss beträgt hundert tausend BEF.

Art. 255/2 — Der Zuschussantrag wird an den Minister der Raumordnung gerichtet und innerhalb der ersten drei Monate nach dem Jahr, für welches der Zuschuss beantragt wird, durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes eingereicht.

Sie enthält den Tätigkeitsbericht des Kommunalausschusses.

*Abschnitt II — Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision
eines kommunalen Strukturschemas*

Art. 255/3 — Die Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision eines kommunalen Strukturschemas unterliegt den folgenden Bedingungen:

- 1° es wird ein Kommunalausschuss in der Gemeinde gegründet;
- 2° der Projektautor, der mit der Aufstellung des kommunalen Strukturschemas beauftragt wird, wird in Anwendung von Artikel 11 zugelassen und durch den Gemeinderat bezeichnet;
- 3° der Zuschussantrag für eine Gesamtrevision wird frühestens 6 Jahre nach dem Inkrafttreten des kommunalen Strukturschemas oder dessen letzter Gesamtrevision eingereicht.

Art. 255/4 — Die Akte bezüglich des Zuschussantrags wird an den Minister der Raumordnung gerichtet und durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes eingereicht.

Sie enthält:

- 1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Aufstellung bzw. Gesamtrevision des kommunalen Strukturschemas;
- 2° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Bezeichnung des Projektautors;
- 3° ein Dokument mit folgendem Inhalt:
 - a. die Aufstellungsphasen der Unterlagen und die damit verbundenen Fristen;
 - b. ggf. eine Abschrift der infolge der Vergabe des Auftrags zwischen der Gemeinde und dem Projektautor abgeschlossenen Vereinbarung mit den unter Pos a. erwähnten Angaben;
 - c. entweder die Höhe der Honorare des Projektautors oder die ausführliche Angabe des Aufgabenausmaßes des Gemeindepersonals, aufgrund eines Belegsstücks;

Art. 255/5 — Soweit der Zuschussantrag die in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen erfüllt und innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel wird der Betrag des Zuschusses vom Minister der Raumordnung in Höhe von 60 % der Honorare oder des Aufgabenausmaßes des Personals im Sinne von Artikel 245/4, 3° und mit einem Höchstbetrag von 3 Millionen BEF gewährt.

Art. 255/6 — Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

- 1° dreißig Prozent des Zuschusses am Tag, an dem der Minister der Raumordnung die Akte des Zuschussantrags genehmigt;
- 2° siebenzig Prozent des Zuschusses beim Inkrafttreten des kommunalen Strukturschemas, sofern dieses innerhalb fünf Jahren ab der Auszahlung der ersten Tranche erfolgt, und gegen Vorlage von einem Schlussbericht und von Belegen zur Begründung der von der Gemeinde getätigten und vom Minister der Raumordnung genehmigten Ausgaben.

*Abschnitt III — Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision
einer kommunalen Städtebauordnung*

Art. 255/7 — Die Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision einer kommunalen Städtebauordnung unterliegt den folgenden Bedingungen:

- 1° der Projektautor, der mit der Aufstellung der kommunalen Städtebauordnung beauftragt wird, wird in Anwendung von Artikel 11 zugelassen und durch den Gemeinderat bezeichnet;
- 2° der Zuschussantrag für eine Gesamtrevision wird frühestens 6 Jahre nach dem Inkrafttreten der kommunalen Städtebauordnung oder deren letzter Gesamtrevision eingereicht.

Art. 255/8 — Die Akte bezüglich des Zuschussantrags wird an den Minister der Raumordnung gerichtet und durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes eingereicht.

Sie enthält:

- 1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Aufstellung bzw. Gesamtrevision der kommunalen Städtebauordnung;
- 2° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Bezeichnung des Projektautors;
- 3° ein Dokument mit folgendem Inhalt:
 - a. die Aufstellungsphasen der Unterlagen und die damit verbundenen Fristen;
 - b. ggf. eine Abschrift der infolge der Vergabe des Auftrags zwischen der Gemeinde und dem Projektautor abgeschlossenen Vereinbarung mit den unter Pos a. erwähnten Angaben;
 - c. entweder die Höhe der Honorare des Projektautors oder die ausführliche Angabe des Aufgabenausmaßes des Gemeindepersonals, aufgrund eines Belegsstücks;

Art. 255/9 — Soweit der Zuschussantrag die in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen erfüllt und innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel wird der Betrag des Zuschusses vom Minister der Raumordnung in Höhe von 60 % der Honorare oder des Aufgabenausmaßes des Personals im Sinne von Artikel 245/8, 3°, c und mit einem Höchstbetrag von 1 500 000 BEF gewährt.

Art. 255/10 — Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

- 1° dreißig Prozent des Zuschusses am Tag, an dem der Minister der Raumordnung die Akte des Zuschussantrags genehmigt;

2° siebzig Prozent des Zuschusses beim Inkrafttreten der kommunalen Städtebauordnung oder deren Gesamtrevision, sofern dieses innerhalb drei Jahren ab der Auszahlung der ersten Tranche erfolgt, und gegen Vorlage von Belegen zur Begründung der von der Gemeinde getätigten und vom Minister der Raumordnung genehmigten Ausgaben.

Abschnitt IV — Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision eines kommunalen Raumordnungsplans

Art. 255/11 — Die Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung bzw. die Gesamtrevision eines kommunalen Raumordnungsplans unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° der Projektautor, der mit der Aufstellung des kommunalen Raumordnungsplans beauftragt wird, wird in Anwendung von Artikel 11 zugelassen und durch den Gemeinderat bezeichnet;

2° der Zuschussantrag für eine Gesamtrevision wird frühestens 6 Jahre nach dem Inkrafttreten des kommunalen Raumordnungsplans oder dessen letzter Gesamtrevision eingereicht;

Art. 255/12 — Die Akte bezüglich des Zuschussantrags wird an den Minister der Raumordnung gerichtet und durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes eingereicht.

Sie enthält:

1° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Aufstellung bzw. Gesamtrevision des kommunalen Raumordnungsplans;

2° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Bezeichnung des Projektautors;

3° ein Dokument mit folgendem Inhalt:

a. die Aufstellungsphasen der Unterlagen und die damit verbundenen Fristen;

b. ggf. eine Abschrift der infolge der Vergabe des Auftrags zwischen der Gemeinde und dem Projektautor abgeschlossenen Vereinbarung mit den unter Pos a. erwähnten Angaben;

c. entweder die Höhe der Honorare des Projektautors oder die ausführliche Angabe des Aufgabenausmaßes des Gemeindepersonals, aufgrund eines Belegstücks;

Art. 255/13 — Soweit der Zuschussantrag die in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen erfüllt und innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel wird der Betrag des Zuschusses vom Minister der Raumordnung in Höhe von 60 % der Honorare oder des Aufgabenausmaßes des Personals im Sinne von Artikel 245/12, 3°, c und mit einem Höchstbetrag von 1 000 000 BEF gewährt.

Art. 255/14 — Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

1° dreißig Prozent des Zuschusses am Tag, an dem der Minister der Raumordnung die Akte des Zuschussantrags genehmigt;

2° siebzig Prozent des Zuschusses beim Inkrafttreten des kommunalen Raumordnungsplans oder dessen Gesamtrevision, sofern dieses innerhalb drei Jahren ab der Auszahlung der ersten Tranche erfolgt, und gegen Vorlage von Belegen zur Begründung der von der Gemeinde getätigten und vom Minister der Raumordnung genehmigten Ausgaben.

Abschnitt V — Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung über den Entwurf eines kommunalen Raumordnungsplans

Art. 255/15 — Die Gewährung eines Zuschusses für die Aufstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung über den Entwurf eines kommunalen Raumordnungsplans unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° die Umweltverträglichkeitsprüfung wird gemäß einem Lastenheft aufgestellt, das vom Minister der Raumordnung festgelegt und dem Zuschusserlass als Anlage beigefügt wird;

2° der gemäß Artikel 50, § 2, Absatz 2 zugelassene Umweltverträglichkeitsprüfer wird durch den Gemeinderat bezeichnet und schließt mit der Gemeinde einen Dienstleistungsvertrag ab.

Art. 255/16 — Die Akte bezüglich des Antrags wird an den Minister der Raumordnung gerichtet und durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes eingereicht.

Sie enthält:

1° eine Abschrift der Verwaltungsakte, durch die der Beschluss zur Vergabe des Auftrags dem Umweltverträglichkeitsprüfer notifiziert wird;

2° eine Abschrift des Beschlusses des Gemeinderates zur Bezeichnung des Umweltverträglichkeitsprüfers;

3° ein Dokument mit folgendem Inhalt:

a. die Aufstellungsphasen der Unterlagen und die damit verbundenen Fristen;

b. ggf. eine Abschrift der infolge der Vergabe des Auftrags zwischen der Gemeinde und dem Umweltverträglichkeitsprüfer abgeschlossenen Vereinbarung mit den unter Pos a. erwähnten Angaben;

c. die Höhe der Honorare des Umweltverträglichkeitsprüfers aufgrund eines Belegstücks;

Art. 255/17 — Soweit der Zuschussantrag die in dem vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen erfüllt und innerhalb der Begrenzungen der Haushaltsmittel wird der Betrag des Zuschusses vom Minister der Raumordnung in Höhe von 80 % der in Artikel 255/16, 3°, c erwähnten Honorare und mit einem Höchstbetrag von 1 000 000 BEF gewährt.

Art. 255/18 — Der Zuschuss wird wie folgt ausgezahlt:

1° dreißig Prozent des Zuschusses am Tag, an dem der Minister der Raumordnung die Akte des Zuschussantrags genehmigt;

2° siebzig Prozent des Zuschusses beim Abschluss der Umweltverträglichkeitsprüfung, vorausgesetzt, dass diese innerhalb zwei Jahren ab der Auszahlung der ersten Tranche abgeschlossen wird, und gegen Vorlage von Belegen zur Begründung der von der Gemeinde getätigten und vom Minister der Raumordnung genehmigten Ausgaben.

Abschnitt VI — Schlussbestimmungen

Art. 255/19 — Bei Nichteinhaltung der in Artikel 255/6, 2°, 255/10, 2°, 255/14, 2°, 255/18, 2° vorgeschriebenen Fristen sind die schon bezogenen Zuschussbeträge ganz zurückzuzahlen.»

Art. 2 - Im selben Gesetzbuch wird das Folgende aufgehoben:

1° die durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. April 1990 als Artikel 165/2 und 165/3 eingefügten und durch das Dekret vom 27. November 1997 umnummerierten Artikel 252 und 253;

2° Abschnitt II von Kapitel I bis von Titel I des Buches IV mit den durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 5. April 1990 als Artikel 188/6 bis 188/9 eingefügten und durch das Dekret vom 27. November 1997 umnummerierten Artikeln 256 bis 259.

Art. 3 - Im selben Gesetzbuch gilt das Folgende:

Die Artikel 256 bis 259 kommen weiterhin zur Anwendung für die Zuschussanträge, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses genehmigt worden sind, und für die Anträge auf einen zusätzlichen Zuschuss im Sinne von Artikel 257, Absatz 2.

Jedoch kann die Gemeinde, für die das kommunale Strukturschema oder die kommunale Städtebauordnung am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses noch nicht in Kraft getreten ist, unter den Bedingungen, die in den durch den vorliegenden Erlass in das Gesetzbuch eingefügten Bestimmungen vorgesehen sind, den Genuss eines neuen Zuschusses beantragen, wenn sie darauf verzichtet, die gesamte oder teilweise Zahlung eines in Absatz 1 erwähnten Zuschusses zu beanspruchen, und vorausgesetzt, dass:

1° der Gemeinderat einen neuen Projektautor, der mit der Aufstellung des kommunalen Strukturschemas oder der kommunalen Städtebauordnung beauftragt wird, gemäß den am Tag der Bezeichnung geltenden Regeln bezeichnet;

2° der Zuschusserlass, der für die Aufstellung des kommunalen Strukturschemas oder der kommunalen Städtebauordnung ihr vorher zugestellt worden ist, frühestens zehn Jahre vor der Bezeichnung eines neuen Projektautors verabschiedet worden ist.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 255/1 und 255/2, die am 1. Januar 2000 wirksam werden.

Art. 5 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. Januar 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 583

[C — 2001/27124]

25 JANUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wat betreft de regels voor de toekenning van subsidies aan gemeenten voor de werking van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk structuurplan, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van een gemeentelijk plan van aanleg of voor de opstelling van een effectonderzoek over een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 12, 1., 2. en 5., vervangen bij het decreet van 27 november 1997, de artikelen 252 en 253 alsmede de artikelen 256 t.e.m. 259, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 april 1990 als artikel 165/2 en artikel 165/3, en als artikel 188/6 t.e.m. 188/9, van nieuwe nummers voorzien bij het decreet van 27 november 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 april 2000;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 4 mei 2000;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, gegeven op 14 april 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies L.30.211/4 van de Raad van State, uitgebracht op 3 juli 2000 krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. In titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk *Iter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *Iter*. — Toekenning van subsidies aan gemeenten voor de werking van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk structuurplan, van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van een gemeentelijk plan van aanleg of voor de opstelling van een effectonderzoek over een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg.

Afdeling I. — Toekenning van een subsidie voor de werking van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening

Art. 255/1. De gemeente waarvan de gewestelijke commissie kan aantonen dat ze haar bevoegdheden geregeld heeft uitgeoefend en dat ze het in artikel 7 bedoelde minimumaantal vergaderingen heeft gehouden tijdens het jaar vóór de subsidieaanvraag, komt voor een jaarlijkse subsidie in aanmerking.

De jaarlijkse subsidie bedraagt honderdduizend BEF.

Art. 255/2. De aan de Minister van Ruimtelijke Ordening gerichte subsidieaanvraag wordt door het college van burgemeester en schepenen ingediend bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium binnen de eerste drie maanden na het jaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd. Het activiteitenverslag van de gemeentelijke commissie wordt bij de aanvraag gevoegd.

Afdeling II. — Toekenning van een subsidie voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk structuurplan

Art. 255/3. Een subsidie wordt voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk structuurplan toegekend mits volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° een gemeentelijke commissie wordt in de gemeente opgericht;
- 2° de ontwerper belast met de opstelling van het gemeentelijk structuurplan is overeenkomstig artikel 11 erkend en wordt door de gemeenteraad aangewezen;
- 3° de subsidieaanvraag voor een totale herziening wordt niet eerder dan zes jaar na de inwerkingtreding van het gemeentelijk structuurplan of van de vroegere totale herziening ervan ingediend.

Art. 255/4. Het aan de Minister van Ruimtelijke Ordening gerichte dossier met de subsidieaanvraag wordt door het college van burgemeester en schepenen ingediend bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. Volgende documenten worden erbij gevoegd :

- 1° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij besloten is tot opstelling of totale herziening van het gemeentelijk structuurplan;
- 2° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de ontwerper aangewezen wordt;
- 3° een document met :
 - a. de stappen voor de opstelling van de documenten en desbetreffende termijnen;
 - b. in voorkomend geval, een afschrift van de overeenkomst die op het gunnen van de opdracht volgt, zoals gesloten tussen de gemeente en de ontwerper en met vermelding van de onder a. opgenomen elementen;
 - c. op grond van een bewijsstuk, ofwel het bedrag van de honoraria van de ontwerper, ofwel de opsomming van de kosten verbonden aan het gemeentelijk personeel.

Art. 255/5. Voor zover de subsidieaanvraag aan de in deze afdeling gestelde voorwaarden voldoet en binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de subsidie toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening ten belope van zestig procent van de honoraria of de kosten verbonden aan het gemeentelijk personeel, zoals bedoeld in artikel 255/4, 3°, c, en met een maximumbedrag van drie miljoen BEF.

Art. 255/6. De subsidie wordt uitbetaald als volgt :

- 1° dertig procent van de subsidie wanneer het dossier met de subsidieaanvraag door de Minister van Ruimtelijke Ordening wordt goedgekeurd;
- 2° zeventig procent van de subsidie vanaf de inwerkingtreding van het gemeentelijk structuurplan voor zover het binnen vijf jaar vanaf de eerste uitbetaling van de eerste tranche in werking treedt en onder overlegging van een eindverslag en van de stukken tot bewijs van de door de gemeente vastgelegde uitgaven die door de Minister van Ruimtelijke Ordening worden goedgekeurd.

Afdeling III. — Toekenning van een subsidie voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement

Art. 255/7. Een subsidie wordt voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement toegekend mits volgende voorwaarden vervuld zijn :

- 1° de ontwerper belast met de opstelling van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement is overeenkomstig artikel 11 erkend en wordt door de gemeenteraad aangewezen;
- 2° de subsidieaanvraag voor een totale herziening wordt niet eerder dan zes jaar na de inwerkingtreding van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of van de vroegere totale herziening ervan ingediend.
- 3° het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement heeft betrekking op het gezamenlijk grondgebied van de gemeente en alle in artikel 78, § 1, bedoelde punten erin opgenomen.

Art. 255/8. Het aan de Minister van Ruimtelijke Ordening gerichte dossier met de subsidieaanvraag wordt door het college van burgemeester en schepenen ingediend bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. Volgende documenten worden erbij gevoegd :

- 1° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij besloten is tot opstelling of totale herziening van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement;
- 2° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de ontwerper aangewezen wordt;
- 3° een document met :
 - a. de stappen voor de opstelling van de documenten en desbetreffende termijnen;
 - b. in voorkomend geval, een afschrift van de overeenkomst die op het gunnen van de opdracht volgt, zoals gesloten tussen de gemeente en de ontwerper en met vermelding van de onder a. bedoelde elementen;
 - c. op grond van een bewijsstuk, ofwel het bedrag van de honoraria van de ontwerper, ofwel de opsomming van de kosten verbonden aan het gemeentelijk personeel.

Art. 255/9. Voor zover de subsidieaanvraag aan de in deze afdeling gestelde voorwaarden voldoet en binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de subsidie toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening ten belope van zestig procent van de honoraria of de kosten verbonden aan het gemeentelijk personeel, zoals bedoeld in artikel 255/8, 3°, c, en met een maximumbedrag van één miljoen vijfhonderdduizend BEF.

Art. 255/10. De subsidie wordt uitbetaald als volgt :

- 1° dertig procent van de subsidie wanneer het dossier met de subsidieaanvraag door de Minister van Ruimtelijke Ordening wordt goedgekeurd;
- 2° zeventig procent van de subsidie vanaf de inwerkingtreding of totale herziening van het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement voor zover het binnen drie jaar vanaf de eerste uitbetaling van de eerste tranche in werking treedt of herzien wordt en onder overlegging van de stukken tot bewijs van de door de gemeente vastgelegde uitgaven die door de Minister van Ruimtelijke Ordening worden goedgekeurd.

Afdeling IV. — Toekenning van een subsidie voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk plan van aanleg

Art. 255/11. Een subsidie wordt voor de opstelling of totale herziening van een gemeentelijk plan van aanleg toegekend mits volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° de ontwerper belast met de opstelling van het gemeentelijk plan van aanleg is overeenkomstig artikel 11 erkend en wordt door de gemeenteraad aangewezen;

2° de subsidieaanvraag voor een totale herziening wordt niet eerder dan zes jaar na de inwerkingtreding van het gemeentelijk plan van aanleg of van de vroegere totale herziening ervan ingediend.

Art. 255/12. Het aan de Minister van Ruimtelijke Ordening gerichte dossier met de subsidieaanvraag wordt door het college van burgemeester en schepenen ingediend bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. Volgende documenten worden erbij gevoegd :

1° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij besloten is tot opstelling of totale herziening van het gemeentelijk plan van aanleg;

2° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de ontwerper aangewezen wordt;

3° een document met :

a. de stappen voor de opstelling van de documenten en desbetreffende termijnen;

b. in voorkomend geval, een afschrift van de overeenkomst die op het gunnen van de opdracht volgt, zoals gesloten tussen de gemeente en de ontwerper en met vermelding van de onder a. bedoelde elementen;

c. op grond van een bewijsstuk, ofwel het bedrag van de honoraria van de ontwerper, ofwel de opsomming van de kosten verbonden aan het gemeentelijk personeel.

Art. 255/13. Voor zover de subsidieaanvraag aan de in deze afdeling gestelde voorwaarden voldoet en binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de subsidie toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening ten belope van zestig procent van de honoraria of de kosten verbonden aan het gemeentelijk personeel, zoals bedoeld in artikel 255/12, 3°, c, en met een maximumbedrag van één miljoen BEF.

Art. 255/14. De subsidie wordt uitbetaald als volgt :

1° dertig procent van de subsidie wanneer het dossier met de subsidieaanvraag door de Minister van Ruimtelijke Ordening wordt goedgekeurd;

2° zeventig procent van de subsidie vanaf de inwerkingtreding of totale herziening van het gemeentelijk plan van aanleg voor zover het binnen drie jaar vanaf de eerste uitbetaling van de eerste tranche in werking treedt of herzien wordt en onder overlegging van de stukken tot bewijs van de door de gemeente vastgelegde uitgaven die door de Minister van Ruimtelijke Ordening worden goedgekeurd.

Afdeling V. — Toekenning van een subsidie voor de opstelling van een effectonderzoek over een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg

Art. 255/15. Een subsidie wordt voor de opstelling van een effectonderzoek over een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg toegekend mits volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het effectonderzoek wordt opgesteld overeenkomstig een door de Minister van Ruimtelijke Ordening opgemaakt bestek dat bij het besluit tot toekenning van de subsidie wordt gevoegd.

2° de auteur van het effectonderzoek, die overeenkomstig artikel 50, § 2, tweede lid, erkend is, wordt door de gemeenteraad aangewezen en sluit een overeenkomst voor een opdracht voor aanneming van diensten met de gemeente.

Art. 255/16. Het aan de Minister van Ruimtelijke Ordening gerichte dossier met de subsidieaanvraag wordt door het college van burgemeester en schepenen ingediend bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium. Volgende documenten worden erbij gevoegd :

1° een afschrift van de akte waarbij de beslissing om de opdracht te gunnen aan de auteur van het effectonderzoek wordt medegedeeld;

2° een afschrift van de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij de auteur van het effectonderzoek aangewezen wordt;

3° een document met :

a. de stappen voor de opstelling van de documenten en desbetreffende termijnen;

b. een afschrift van de overeenkomst die op het gunnen van de opdracht volgt, zoals gesloten tussen de gemeente en de auteur van het effectonderzoek en met vermelding van de onder a. bedoelde elementen;

c. op grond van een bewijsstuk, het bedrag van de honoraria van de auteur van het effectonderzoek.

Art. 255/17. Voor zover de subsidieaanvraag aan de in deze afdeling gestelde voorwaarden voldoet en binnen de perken van de begrotingskredieten, wordt de subsidie toegekend door de Minister van Ruimtelijke Ordening ten belope van tachtig procent van de honoraria, zoals bedoeld in artikel 255/16, 3°, c, en met een maximumbedrag van één miljoen BEF.

Art. 255/18. De subsidie wordt uitbetaald als volgt :

1° dertig procent van de subsidie wanneer het dossier met de subsidieaanvraag door de Minister van Ruimtelijke Ordening wordt goedgekeurd;

2° zeventig procent van de subsidie vanaf de voltooiing van het effectonderzoek en zover het binnen twee jaar vanaf de eerste uitbetaling van de eerste tranche wordt verricht en onder overlegging van de stukken tot bewijs van de door de gemeente vastgelegde uitgaven die door de Minister van Ruimtelijke Ordening worden goedgekeurd.

Afdeling VI. — Slotbepalingen

Art. 255/19. Indien de in de artikelen 255/6, 2°, 255/10, 2°, 255/14, 2°, 255/18, 2°, bepaalde termijnen niet in acht worden genomen, worden de reeds ontvangen subsidies volledig terugbetaald.

Art. 2. In hetzelfde wetboek worden volgende bepalingen opgeheven :

1° de artikelen 252 en 253, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 april 1990 als nummer 165/2 en 165/3 en van nieuwe nummers voorzien bij het decreet van 27 november 1997;

2° afdeling II van hoofdstuk Ibis, titel I, boek IV, met de artikelen 256 tot en met 259, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 5 april 1990 als nummer 188/6 tot en met 188/9 en van nieuwe nummers voorzien bij het decreet van 27 november 1997.

Art. 3. In hetzelfde wetboek :

blijven de artikelen 256 tot en met 259 van toepassing op de subsidieaanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit werden goedgekeurd en op de aanvragen om een aanvullende subsidie, bedoeld in artikel 257, tweede lid.

De gemeente waarvoor het gemeentelijk structuurplan of het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement niet op de datum van inwerkingtreding van dit besluit van kracht is geworden, kan evenwel een nieuwe subsidie aanvragen, indien ze geen aanspraak wenst te maken op de uitbetaling van een gehele of gedeeltelijke subsidie, bedoeld in het eerste lid, onder de voorwaarden bepaald in de beschikkingen die bij dit besluit in bovenvermeld wetboek worden ingevoegd, voor zover :

1° de gemeenteraad een nieuwe ontwerper aanwijst, die belast is met de opstelling van het gemeentelijk structuurplan of het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement overeenkomstig de op de datum van de aanwijzing geldende regels;

2° en het besluit tot toekenning van een subsidie waarvan zij vroeger in kennis werd gesteld voor de opstelling van het gemeentelijk structuurplan of het gemeentelijk stedenbouwkundig reglement niet eerder dan tien jaar vóór de aanwijzing van de nieuwe ontwerper werd aangenomen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 255/1 en 255/2 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2000.

Art. 5. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 januari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 584

[C — 2001/27122]

**15 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000
portant création du Comité de concertation pour l'environnement de l'aéroport de Liège-Bierset**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles telle que modifiée, notamment les articles 6, X, 1^{er} alinéa, 7°, 68, 69 et 83 § 1^{er};

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 portant création du comité de concertation pour l'environnement de l'aéroport de Liège-Bierset;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, b de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000 portant création du Comité de concertation pour l'environnement de l'aéroport de Liège-Bierset est complété comme suit :

« 5° un représentant de chacune des organisations les plus représentatives des travailleurs ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 février 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 584

[C — 2001/27122]

15. FEBRUAR 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 zur Gründung des Umweltkonzertierungsausschusses des Flughafens Lüttich-Bierset

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 6, X, Absatz 1, 7°, 68, 69 und 83, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;